

HALTE À LA RÉPRESSION ET AUX VIOLENCES POLICIÈRES

Plusieurs dizaines de jeunes, assisEs sur le Pont de Sully à Paris pour manifester pour le climat, ont été gazéEs à bout portant, en plein visage, par la police. À Nantes, dans la nuit de la Fête de la musique, elle a attaqué avec chiens, matraques, grenades lacrymogènes. Des centaines de personnes ont fui et ce sont 14 personnes qui ont été repêchées dans la Loire, une quinzième a disparu.

Neuf militants de la CGT de PSA Poissy ont été condamnés à 9 mois de prison avec sursis, accusés d'une pseudo séquestration de 17 minutes dans le cadre de la mobilisation contre la fermeture de leur usine. Les grévistes de la Poste dans les Hauts-de-Seine régulièrement convoqués au commissariat, voire gardés à vue, alors qu'il s'agit d'un conflit du travail. Les migrantEs sont entassésEs dans des centres de rétention administrative dans des conditions scandaleuses.

Le New York Times dénonce « *une restriction permanente des droits constitutionnels des citoyens français* ».

UN ÉLARGISSEMENT DE LA SPHÈRE ET DE L'ÉCHELLE DE LA RÉPRESSION POLICIÈRE

Il y a dix ou quinze ans, la répression et les violences policières étaient principalement dirigées contre les jeunes des quartiers populaires, en particulier les populations victimes du racisme et, dans une moindre mesure, contre les militants du mouvement social. Aujourd'hui, tout le monde peut être la cible des forces de l'ordre ou de la justice, même des personnes qui dansent le jour de la Fête de la musique...

De même, les pouvoirs européens réservent toujours la répression la plus dure aux migrants. En particulier, Carola Rackete et Pia Klemp, capitaines de bateaux, sont menacées de prison en Italie pour avoir sauvé la vie à des migrants en danger de noyade.

LES FORCES DE POLICE SE CROIENT TOUT PERMIS

Même lorsque des policiers blessent voire tuent des civils, il n'y a aucune sanction. Macron avait lui-même déclaré « *Ne parlez pas de "répression" ou de "violences policières", ces mots sont inacceptables dans un État de droit.* » Cela démontre le soutien

contact@npa2009.org

sans faille du gouvernement à la police. Et, en retour, celle-ci intervient de plus en plus directement et régulièrement dans les luttes sociales mais aussi dans le déroulement de la vie quotidienne.

Ce n'est pas par hasard, mais lié à la difficulté à faire accepter une situation sociale de plus en plus insupportable et des réformes de plus en plus injustes.

Ce sont ces injustices qui produisent les révoltes comme celle des Gilets jaunes, les mobilisations pour le climat, contre les licenciements, mais aussi, les batailles quotidiennes que chacun mène pour contourner une organisation du travail, des conditions de travail de de plus en plus contraignantes, insupportables.

LA RÉPRESSION, UN OUTIL CONTRE LES RÉVOLTES, PETITES OU GRANDES

Le moindre espace de la société constitue un enjeu de rentabilité. Les institutions sont le résultat des compromis, des rapports de force sociopolitiques. Pour faire sauter tous les verrous de protection sociale, le gouvernement a besoin de décupler la répression.

La seule conclusion possible pour nous, c'est qu'on ne peut plus espérer revenir à une phase de compromis social, d'un donnant-donnant souvent illusoire : les attaques vont se multiplier, la situation du plus grand nombre va se dégrader de plus en plus en raison de la crise profonde du capitalisme. Une seule solution : renverser ce système, en finir avec l'exploitation et la recherche du profit. Et construire, dès aujourd'hui, les mobilisations contre la répression et les attaques gouvernementales et patronales contre l'éducation, les retraites, l'assurance chômage, les migrantEs. À cela, il faut s'atteler touTEs ensemble !

Lundi 1^{er} juillet



npa2009.org

POUR PRENDRE CONTACT

Envoyez vos coordonnées par courrier à : NPA, 2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil
Ou par mail à : contact@npa2009.org

Nom : Prénom : Ville :

Tél. : Mail :